

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/1839*

25 avril 2008

FRANÇAIS

Original: CHINOIS et RUSSE

**LETTRÉ DATÉE DU 12 FÉVRIER 2008, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR LE REPRÉSENTANT
PERMANENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET CELUI DE LA RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE À LA CONFÉRENCE, TRANSMETTANT LE TEXTE,
EN LANGUES CHINOISE ET RUSSE, DU «TRAITÉ RELATIF À LA PRÉVENTION
DU DÉPLOIEMENT D'ARMES DANS L'ESPACE ET DE LA MENACE OU DE
L'EMPLOI DE LA FORCE CONTRE DES OBJETS SPATIAUX», SOUMIS
PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET LA CHINE**

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte, en langues chinoise et russe, du projet de «Traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux», soumis par la Fédération de Russie et la République populaire de Chine.

Nous vous prions de bien vouloir faire le nécessaire pour que la présente lettre et le texte du projet de traité soient publiés et distribués comme document officiel de la Conférence du désarmement.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la
Fédération de Russie à la
Conférence du désarmement
(*Signé*) Valery Loshchinin

L'Ambassadeur,
Chef de la délégation de la
République populaire de Chine
à la Conférence du désarmement
(*Signé*) Wang Qun

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

Projet

TRAITÉ RELATIF À LA PRÉVENTION DU DÉPLOIEMENT D'ARMES DANS L'ESPACE ET DE LA MENACE OU DE L'EMPLOI DE LA FORCE CONTRE DES OBJETS SPATIAUX

Les États parties au présent Traité,

Réaffirmant que l'espace joue un rôle toujours croissant dans le futur développement de l'humanité,

Soulignant le droit d'explorer et d'utiliser librement l'espace à des fins pacifiques,

Soucieux de faire en sorte que l'espace ne devienne pas le théâtre d'affrontements militaires et de garantir la sécurité dans l'espace et le fonctionnement sans perturbation des objets spatiaux,

Conscients que la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et d'une course aux armements dans ce milieu écarterait un grave danger pour la paix et la sécurité internationales,

Désireux de préserver l'espace en tant que milieu exempt d'armes quelles qu'elles soient,

Notant que les accords de limitation des armements et de désarmement en vigueur relatifs à l'espace, y compris les accords bilatéraux, et le régime juridique régissant aujourd'hui ce milieu jouent un rôle constructif dans l'exploitation de l'espace à des fins pacifiques et dans la réglementation des activités menées dans ce milieu. Il convient que les États se conforment scrupuleusement à ces accords et à ce régime, même s'ils ne sont pas suffisants pour empêcher effectivement le déploiement d'armes dans l'espace et une course aux armements dans ce milieu,

Rappelant la résolution intitulée «Prévention d'une course aux armements dans l'espace», dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies s'est notamment déclarée convaincue que, pour empêcher une course aux armements dans l'espace il faut envisager de nouvelles mesures pour parvenir à des accords bilatéraux et multilatéraux efficaces et vérifiables,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Aux fins du présent Traité:

a) On entend par «espace» l'ensemble des points situés à plus de 100 km au-dessus du niveau des mers terrestres;

b) On entend par «objet spatial» tout dispositif conçu pour fonctionner dans l'espace, qui est lancé sur orbite autour d'un quelconque corps céleste, se trouve sur orbite autour d'un tel corps ou sur tout corps céleste à l'exclusion de la Terre, quitte une orbite autour d'un quelconque corps céleste pour se diriger vers celui-ci, se déplace d'un corps céleste vers un autre ou est implanté dans l'espace de quelque autre manière;

c) On entend par «arme spatiale» tout dispositif, fondé sur un quelconque principe physique, spécialement fabriqué ou transformé pour détruire ou endommager des objets qui se trouvent dans l'espace, à la surface de la Terre ou dans l'atmosphère terrestre ou pour en perturber le fonctionnement normal ainsi que pour éliminer des populations ou des composants de la biosphère essentiels pour la vie humaine ou pour leur infliger des dommages;

d) Il est admis qu'une arme est «implantée» dans l'espace dès lors qu'elle effectue au moins un tour complet en orbite autour de la Terre, suit partiellement cette orbite avant de la quitter ou se trouve en permanence quelque part dans l'espace;

e) On entend par «emploi de la force» ou «menace d'emploi de la force» tout acte hostile dirigé contre des objets spatiaux, y compris, entre autres, les actes visant à les détruire, à les endommager ou à en perturber de façon temporaire ou définitive le fonctionnement, ainsi que le fait de modifier intentionnellement leurs paramètres orbitaux ou de menacer de recourir à de tels actes.

Article II

Les États parties s'engagent à ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet portant des armes de quelque type que ce soit, à ne pas implanter de telles armes sur les corps célestes, et à ne pas en implanter dans l'espace par quelque autre moyen; à ne pas employer la force ou la menace contre des objets spatiaux; et à ne pas aider ou inciter d'autres États, des groupes d'États ou des organisations internationales à participer à des activités interdites par le présent Traité.

Article III

Chaque État partie prend toutes mesures nécessaires pour empêcher, sur son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, toute activité interdite par le présent Traité.

Article IV

Aucune disposition du présent Traité ne saurait être interprétée comme empêchant l'exercice du droit qu'ont les États parties d'explorer et d'utiliser l'espace à des fins pacifiques conformément au droit international, et notamment à la Charte des Nations Unies et au Traité sur l'espace extra-atmosphérique.

Article V

Aucune disposition du présent Traité ne saurait être interprétée comme empêchant l'exercice par les États parties de leur droit de légitime défense tel qu'il est énoncé à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

Article VI

Afin de promouvoir la confiance dans le respect des dispositions du Traité, et d'assurer la transparence et le renforcement de la confiance dans les activités spatiales, les États parties appliquent volontairement des mesures concertées de confiance, à moins qu'il n'en soit décidé autrement.

Les mesures de vérification du respect du Traité pourront faire l'objet d'un protocole additionnel.

Article VII

En cas de différend entre États parties concernant l'application ou l'interprétation des dispositions du présent Traité, les Parties concernées commencent par tenir des consultations entre elles dans le but de régler le différend par la négociation et la coopération.

Si les Parties ne parviennent pas à un accord au terme de ces consultations, un État partie intéressé peut porter le différend, avec l'argumentation correspondante, devant l'organe exécutif créé par le Traité.

Chaque État partie s'engage à coopérer avec l'organe exécutif créé par le Traité pour régler le différend.

Article VIII

Afin de promouvoir la réalisation des objectifs et la mise en œuvre des dispositions du présent Traité, les États parties créent un organe exécutif, dont les fonctions sont les suivantes:

- a) Recevoir, pour examen, les communications de tout État partie ou groupe d'États parties portant sur des cas pour lesquels il y a lieu de penser que des violations du présent Traité sont commises par un État partie;
- b) Examiner les questions afférentes à l'exécution des obligations contractées par les États parties;
- c) Organiser et mener des consultations avec les États parties dans le but de redresser les situations créées par des violations du présent Traité commises par un État partie;
- d) Prendre des mesures pour mettre un terme aux violations du présent Traité commises par tout État partie.

Le nom, le statut, les fonctions précises et les modalités de fonctionnement de l'organe exécutif créé par le Traité feront l'objet d'un protocole additionnel au présent Traité.

Article IX

Les organisations internationales intergouvernementales peuvent participer au présent Traité. Les dispositions régissant les possibilités et les modalités de cette participation feront l'objet d'un protocole additionnel au présent Traité.

Article X

Tout État partie peut proposer des amendements au présent Traité. Le texte de tout amendement est communiqué au dépositaire, qui le transmet sans délai à tous les États parties. Sur demande d'au moins un tiers des États parties, le dépositaire convoque une conférence, à laquelle tous les États parties sont invités pour examiner la proposition d'amendement.

Toute modification du présent Traité doit être approuvée par un vote positif de la majorité des États parties. La modification entre en vigueur pour tous les États parties selon les procédures relatives à l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article XI

La durée de validité du Traité est illimitée.

Chaque État partie peut, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, se retirer du Traité s'il estime que des circonstances exceptionnelles afférentes à l'objet du présent Traité constituent une menace pour ses intérêts supérieurs. Il informe par écrit le dépositaire de sa décision six mois avant son retrait effectif.

Article XII

Le présent Traité est ouvert à la signature de tous les États au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Les États n'ayant pas signé le présent Traité avant son entrée en vigueur pourront y adhérer à tout moment par la suite.

Le présent Traité est soumis à ratification par les États signataires conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui est, par les présentes, désigné comme dépositaire du présent Traité.

Article XIII

Le présent Traité entrera en vigueur après le dépôt des instruments de ratification de vingt États, dont la totalité des Membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

À l'égard des États dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur du présent Traité, celui-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

Article XIV

Le présent Traité, dont les versions en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les États qui auront signé le présent Traité ou y auront adhéré.
